

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Qu-est-que-ne-va-pas-en-Afrique-du-Sud-Avant-tout-le-libre-commerce-et-l'eau>

# **Qu'est que ne va pas en Afrique du Sud ? Avant tout le "libre commerce" et l'eau.**

- Empire et Résistance -

Date de mise en ligne : mardi 13 juillet 2004

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Alors que le président d'Afrique du Sud est en visite à Paris, nous publions cet article qui met en perspective des problèmes que connaissent et partagent nombre de pays du continent latino-américain face aux politiques libérales soutenues par les grandes institutions internationales que sont le FMI et la Banque Mondiale**

Par Andrew Nowicki [1]

[Rébellion](#), 3 novembre le 2003

[Texto en español](#)

En 1994, Nelson Mandela a été le premier leader noir élu, ce qui a été salué comme une nouvelle Afrique du Sud multiraciale, multiculturelle et démocratique. Maintenant, en 2003, à Soweto, un des principaux champs de bataille dans la lutte contre l'apartheid, les gens souffrent des coupures de courant électrique et n'ont pas accès direct à l'eau. Des entreprises privées de sécurité les expulsent de leurs maisons. Pendant 1999 et 2000, les protestations contre le chômage et la privatisation des services de base ont augmenté. Les mesures du dirigeant du Congrès National africain ANC, (sigles en Anglais) se sont faites plus répressives.

En 2002, des services privés de sécurité sont apparues dotées d'arme de guerre pour disperser les quelque cent personnes qui manifestent, contre les coupures d'électricité à Soweto, devant la maison du Maire de Johannesburg, Amos Masondo, dans l'élégant faubourg de Kensington de Johannesburg. L'ANC, pour faire un exemple, a arrêté des manifestants, a refusé la liberté sous caution et les a gardés à Sun Ville, la tristement célèbre prison de Haute Sécurité proche de Johannesburg où autrefois étaient emprisonnés les activistes contre l'apartheid. Cette "nouvelle" Afrique du Sud s'est rapidement retournée vers l'ancienne Afrique du Sud.

Toutefois, dans cette "nouvelle" Afrique du Sud, la répression n'est pas effectuée pour imposer une hiérarchie ethnique rigide. Maintenant, l'ANC réprime l'opposition qui se manifeste contre ses politiques qui ont mené à une véritable stagnation dans le développement économique. Le produit intérieur brut (PIB) est figé approximativement entre un et trois pour cent depuis le début des années 90. Le taux de chômage dans la majorité des provinces du pays stagne à environ 50% depuis la fin des années 90. Les services sociaux ont souffert des coupes massives de budget malgré l'urgence sanitaire nationale en Afrique du Sud compte tenu du SIDA.

### **Suspects habituels : le FMI et la Banque Mondiale**

Les promesses d'une Afrique du Sud libre, démocratique, prospère et pacifique qui paraissaient tant sur le point d'aboutir après la fin de l'apartheid, ont été rapidement écartées. Les larmes et la douleur ont rapidement remplacé l'espoir. Les forces de la mondialisation néo-mercantiliste, responsable du chaos économique et social d'Afrique du Sud, ont été intégrées au sein du pays des années avant l'effondrement de l'apartheid. Bien sûr, quand le gouvernement de l'apartheid était déjà évidemment condamné, face aux protestations internationales écrasantes et un régime énergique de sanctions pendant l'apogée de la Guerre Froide en 1989, sont apparues les institutions financières internationales (les IFIs). Elles étaient déterminées à influencer les forces du changement social et économique en fonction des intérêts des finances et du commerce internationaux. Au début des années 90, la Banque Mondiale a envoyé des conseillers en Afrique du Sud pour recommander l'idéologie et les politiques néo-libérales, en promettant la croissance économique. En 1993, le Fonds Monétaire International (le FMI) a accordé à Afrique du Sud un prêt de 750 millions de dollars soumis à l'adoption de politiques néo-libérales.

Bien qu'il soit désormais la mode de considérer les politiques des IFIs "néo-libérales", ces politiques sont uniquement néomercantilistes. Elles accentuent un contrôle entrepreneurial centralisé sur les économies

sous-développées au moyen d'accords de "libre" commerce tandis qu'on admet la libéralisation seulement dans les secteurs où dominent déjà les économies développées et leurs entreprises multinationales, comme les flux de capitaux internationaux. La globalisation imposée actuellement par le biais de l'Organisation Mondiale de Commerce (OMC), les accords régionaux de commerce et les Programmes d'Ajustement Structurel (SAPs par ses sigles en Anglais) des IFIs partout dans le monde sous-développé ont en réalité leur origine à l'époque de l'impérialisme du XIX ème siècle. Maintenant, comme avant, les ressources des possessions impériales de la périphérie sont dirigées vers le noyau d'économies développées - l'Europe, l'Amérique du Nord et le Japon.

### **Libre commerce - le rêve et la réalité**

Certes, une économie globale libéralisée fut seulement une chimère d'économistes libéraux du XIX ème siècle comme Adam Smith et David Ricardo. Le "libérez le commerce" c'est une idée théorique sans aucune base dans la réalité. Par malheur, Nelson Mandela et le nouvel establishment de l'ANC en Afrique du Sud ont adopté avec enthousiasme des éléments du programme néo-mercantiliste pendant le premier programme national économique après l'apartheid appelé le "Programme Reconstruction et Développement" (RDP). Le RDP a retenu quelques éléments de redistribution mais a été rapidement abandonné pour un programme purement néo-libéral appelé le programme « Croissance », Emploi et Redistribution (GEAR) en 1996, étant donné l'influence croissante des néo-libéraux dans l'ANC.

Le GEAR a été rédigé presque exclusivement par quinze économistes "néo-libéraux" choisis parmi les cabinets de la Banque Mondiale et de plusieurs banques africaines de développement. Le programme GEAR s'est centré sur la commercialisation et la privatisation de toutes les compagnies et des services publics sud-africains. Il a radicalement réduit les dépenses du gouvernement et les impôts sur les bénéfices des entreprises. Il a introduit une réduction substantielle et prématurée des droits de douane destinés à protéger les principaux secteurs économiques sud-africains qui émergents, dont les textiles et les produits agricoles fabriqués à valeur ajoutée.

Le programme GEAR a aussi libéralisé les contrôles sur les mouvements de capital et les taux de change de devises, ce qui a laissé le Rand, la monnaie nationale sudafricaine, et l'activité économique d'importation et d'exportation d'Afrique du Sud, à la merci des changements rapides et volatils des marchés internationaux de capitaux. Ainsi, l'Afrique du Sud, une économie émergente semi développée, a été obligée d'adopter de standard économique de libéralisation qu'aucune économie développée, y compris les Etats-Unis, n'a réussi à mettre en oeuvre avec succès.

### **GEAR serre les chevilles**

Le président d'Afrique du Sud suivant, Thabo Mbeki, élu en 1999, a été un partisan plus enthousiaste des politiques néo-libérales que Nelson Mandela, et une des principales forces politiques appuyant l'adoption de GEAR. Le programme GEAR a précisément eu les effets contraire de ses objectifs déclarés. Entre-temps le Fonds Monétaire International (le FMI) se pavane estimant que les programmes GEAR ont donné comme résultat une croissance économique d'approximativement 3% pour 2003, le Congrès de Syndicats d'Afrique du Sud (COSATU, par ses sigles en Anglais) et l'ANC lui-même calculent que l'Afrique du Sud a besoin d'un taux de croissance d'au moins entre six et huit pour cent pour obtenir, même minime, une réduction du chômage.

Bien que le GEAR ait promis 120.000 nouveaux postes de travail dans le secteur formel durant sa première année de mise en oeuvre, l'Afrique du Sud a perdu plus de 100.000 postes de travail à la fin de la première année de GEAR. Des onze autres millions de personnes employées en Afrique du Sud en 2003, au moins quatre millions sont employés dans le secteur informel, volatil, de bas revenus, et ont effectué des activités économiques temporaires, sous-traitées, qui vont depuis la prostitution à la vente ambulante. Il y a eu une polarisation énorme de la richesse sous l'ANC. En 2003 Afrique du Sud a la douteuse distinction « du plus grand déséquilibre » dans les revenus entre riches et pauvres que tout autre pays du monde, à l'exception du Guatemala.

L'aspect le plus surprenant des programmes économiques sud-africains après l'apartheid, fut que ces programmes ont été adoptés avec enthousiasme par l'ANC. L'Afrique du Sud, avec sa dette externe relativement basse, seulement environ de cinq pour cent de son déficit budgétaire total durant les années 90, n'a souffert aucune pression des IFIs. Dans des circonstances où des états hautement endettés dans toute l'Afrique supportaient l'imposition de programmes néo-libéraux à travers les SAPs (sigle en Anglais de Programmes d'Ajustement Structurel), l'Afrique du Sud les a adoptés par sa propre volonté.

Eau, eau, de toute part - mais à un certain prix

Patrick Bond, professeur à l'Université Witwatersrand à Johannesburg a qualifié ces politiques de l'ANC "d'ajustement structurel fait maison". C'est l'aspect triste de toute l'affaire, celui que les effets de ces programmes pourraient avoir été évités dans leur presque totalité. Les Sud-Africains sont maintenant forcés de faire face à une globalisation auto - imposée, contrôlée par les entreprises, avec des moyens chaque fois plus désespérés qui font face à une répression croissante. Même si tous les citoyens sud-africains ont la garantie constitutionnelle "aliment suffisant et eau" dans la Déclaration de Droits d'Afrique du Sud, l'ANC, encouragé par les conseillers de la Banque Mondiale, il a lancé une campagne nationale pour privatiser les systèmes hydrauliques à gestion publique. Ils ont sous-traité la gestion des systèmes hydrauliques à de grandes multinationales comme Lyonnaise des eaux-Suez, dont la seule raison d' être est, cela va sans dire, les bénéfices.

L'ANC, a rejeté complètement des méthodes plus réalistes, viables et légales d'assurer l'accès à l'eau aux citoyens sud-africains. On aurait pu facilement financé de petits fournisseurs locaux du service dans petite échelle et maintenu un règlement général du système hydraulique national pour assurer l'accès à l'eau des groupes à bas revenus qui ne peuvent pas se permettre de payer les nouveaux prix de l'eau privatisée. L'ANC n'a pas obligé non plus les compagnies multinationales d'eau à fournir de l'eau aux pauvres. Les résultats de cette privatisation rapide sans responsabilisation entrepreneuriale dans un pays où la majorité de la force de travail est dans un état désastreux.

### La santé publique en danger

En 2001 il y a eu une épidémie de choléra qui s'est étendue depuis les secteurs ruraux en Kwa-Zulu dans la province Indigène aux faubourgs de Johannesburg. Il a contaminé des centaines de milliers de personnes et a tué au moins trois cent qui ont dû utiliser des systèmes d'eau contaminée, infectée par le choléra, parce qu'ils ne pouvaient déjà pas payer le coût de l'eau imposé par les nouvelles compagnies d'eau privées. Le coût de l'épidémie de choléra pour le gouvernement sud-africain a été des millions de dollars dans la tentative de contenir l'épidémie et de traiter les personnes infectées et les systèmes fluviaux contaminés.

Dans la province Cap Oriental, les prix de l'eau ont augmenté de 300 % dans la localité de Fort - Beaufort et à des niveaux semblables dans d'autres secteurs urbains en Afrique du Sud. Maintenant, en 2003, des groupes de villages et villes dans toute l'Afrique du Sud essayent d'annuler les contrats avec les multinationales de l'eau. Les arrondissements urbains sont obligés par contrat de payer aux multinationales les factures que les pauvres et les chômeurs ne peuvent évidemment pas payer. Toutefois, l'ANC continue en restreignant illégalement l'accès à l'eau malgré le droit constitutionnel à l'eau de tous les Sud-Africains.

Répression de la protestation et de la résistance

Le gouvernement continue avec l'arrestation individuelle des citoyens et membres des organisations communautaires. Parmi celles-ci on souligne le Forum Contre la Privatisation APF, (sigles en Anglais) et le Comité de Soweto de la Crise de l'Électricité [ SECC ]. En dehors des campagnes contre l'éviction de maisons, elles risquent l'arrestation et la détention quand elles essayeront de restaurer l'électricité dans les résidences, empêchent qu'on effectue des évictions des maisons et elles détruisent les compteurs l'eau, installés pour que l'eau soit seulement accessible à ceux qui peuvent payer pour elle.

Le président d'APF, Trevor Ngwane, est un ex membre de l'ANC qui a été expulsé du parti pour s'opposer à ses politiques de privatisation. Il a été arrêté et a été retenu sans caution en 2002 pour protester devant la propriété du maire de Johannesburg, Masondo Ngwane a dit : "Les entreprises qui cherchent des profits dans une ressource naturelle ne créeront jamais un produit ou un système qui profite aux nécessiteux".

### **L'Afrique du Sud dans la camisole de force du « libre commerce »**

Au lieu de prendre en considération la condition de l'Afrique du Sud comme un pays à bas revenus, et les besoins de sa majorité appauvrie, le gouvernement de l'ANC a entrepris un système de privatisation totale de ses services essentiels. Le contrôle centralisé corporatif-mercantiliste des ressources d'Afrique du Sud l'enracinera plus faiblement dans les accords de "libre" commerce qui ont été déjà complétés ou qui sont en discussion avec les Etats-Unis et l'Union Européenne (UE). L'Organisation Mondiale de Commerce (OMC) reconnaît que les économies semi développées comme l'Afrique du Sud ont besoin des conditions "spéciales" et des "différentiels" qui permettent des tarifs douaniers et d'autres défenses commerciales pour protéger leurs économies en développement. Mais les actuelles négociations bilatérales ont méprisé ces règles de l'OMC ainsi que l'industrie, l'agriculture et la force de travail d'Afrique du Sud.

Par exemple, l'accord de "libre" commerce avec l'UE oblige l'Afrique du Sud à ouvrir 90% de son commerce à l'UE. L'UE, pour sa part, permet seulement à l'économie sud-africaine l'accès à 50 % de son marché. L'UE a aussi établi de nouvelles barrières non tarifaires NTBs (sigles en Anglais) au commerce avec l'Afrique du Sud comme l'imposition stricte de règlements sanitaires et de sécurité qui bloquent l'entrée à l'immense marché européen de nombreux produits sud-africains.

L'accord commercial avec l'UE stimule aussi l'exportation sud-africaine de matières premières bon marché au lieu de biens avec davantage de valeur ajoutée comme produits fabriqués, ce qui confirme la position d'Afrique du Sud comme une économie périphérique dépendante.

L'Afrique du Sud a aussi entamé des négociations de "libre" commerce avec les Etats-Unis avec d'autres états semi développés du sud de l'Afrique qui appartiennent à l'Union Douanière du Sud de l'Afrique (SACU), comme la Namibie et Swaziland. Ces négociations doivent être conclues à la fin de 2004.

Cet accord commercial avec les Etats-Unis augmentera aussi le contrôle corporatif des économies, les ressources et la main d'oeuvre du sud de l'Afrique. Bien sur, pour que les états de l'Afrique du Sud soient qualifiés pour le "libre" commerce avec les Etats-Unis, ils doivent libéraliser tous les secteurs de leurs économies, les services sociaux. Ils doivent permettre que les entreprises acquièrent en gros les services sociaux, terres et ressources des gouvernements africains. En même temps, ils doivent réduire substantiellement les tarifs et imposés sur les biens fabriqués en provenance des Etats-Unis.

### **La concentration de la richesse déforme le développement national**

Les Etats-Unis, l'UE et les grandes multinationales essayent d'obtenir la plus grande quantité possible de concessions d'Afrique du Sud au moyen de ces accords commerciaux et entre temps essayent d'éviter de faire pour leur part les concessions les plus minimales et de permettre l'accès à leur marchés. L'Afrique du Sud ne peut même pas commencer à concurrencer les économies développées. Pour cette raison, le développement économique dans l'Afrique du Sud s'est effondré. En même temps il y a une croissance économique d'actifs comme les actions et l'immobilier ; ces actifs sont concentrés dans la minorité riche.

Par malheur, le gouvernement de l'ANC maintient son manque d'enthousiasme pour des stratégies de développement national visant à sortir la majorité noire de son indigne pauvreté. Selon le Mouvement de Gens Sans Terre LPM, (sigles en Anglais) d'Afrique du Sud, le gouvernement, bien qu'il soit constitutionnellement obligé de le faire, n'a pas entamé une redistribution ni même à petite échelle de la terre aux Sud-Africains appauvris. En 2003, quatre-vingt-six pour cent de la terre en Afrique du Sud reste dans les mains de quelque 120.000 agriculteurs

blancs et du gouvernement central.

La politique économique du gouvernement a favorisé les stratégies rigides et étroites que visent exclusivement à augmenter les bénéfices des entreprises et à réduire le rôle de l'état. L'économie de l'Afrique du Sud dépend surtout des économies des pays développés. Ceci signifie que l'industrie naissante d'Afrique du Sud est encore atrophiée et que sa majorité noire appauvrie est encore marginalisée. L'extrême concentration de la richesse, l'effondrement des services sociaux, l'explosion de problèmes sociaux, comme la prostitution, le crime, le terrorisme urbain et les guerres de bandes, et la propagation rapide du SIDA, représentent la fin des espoirs d'un futur meilleur. Les rêves de millions de Sud-Africains qui sont arrivés à de telles hauteurs après l'effondrement de l'apartheid, se sont transformés un cauchemar national sans issue.

### Information de :

- ▶ Us-South Afrique Business Council Business Report  
Juillet 2003
- ▶ [www.nftc.org](http://www.nftc.org)
  
- ▶ Southern African Régional Poverty Network (SARPN)
- ▶ [www.sarpn.org.za](http://www.sarpn.org.za)
  
- ▶ Landless Peoplés Movement (LPM)
- ▶ [www.nlc.co.za](http://www.nlc.co.za)
  
- ▶ The Third World Network-Malaysia
- ▶ [www.twinside.org.sg](http://www.twinside.org.sg)
  
- ▶ The Anti-Privatisation Forum (APF)
- ▶ [www.apf.org.za](http://www.apf.org.za)
  
- ▶ On peut contacter l'APF dans :  
- [drdalet@metroweb.co.za](mailto:drdalet@metroweb.co.za)
  
- ▶ South Afrique Bill of Rights (Chapter 2)
- ▶ [www.polity.org.za](http://www.polity.org.za)
  
- ▶ Action for Southern Afrique (ACTSA)
- ▶ [www.actsa.org/Trade/growing\\_hop.htm](http://www.actsa.org/Trade/growing_hop.htm)
  
- ▶ Issues global
- ▶ [www.globalissues.org](http://www.globalissues.org)
  
- ▶ 'The Great Jobs Gap ' : The Sunday Times, 10 août 2002
- ▶ [www.suntimes.co.za](http://www.suntimes.co.za)
  
- ▶ "IMF Can Only Bring Misery to SA,"  
Trevor Ngwane et George Dor.
- ▶ The Sowetan, 12 juillet 2000.

- ▶ "Globalization Made Them JO It,"  
Paul Kingsnorth
- ▶ [www.paulkingsnorth.net/madethem.htm](http://www.paulkingsnorth.net/madethem.htm)
- ▶ The Shop Steward
- ▶ [www.cosatu.org.za](http://www.cosatu.org.za)
- ▶ The Environmental News Network (ENN)
- ▶ [www.enn.com](http://www.enn.com)
- ▶ Independent Moyenne Centre-South Afrique
- ▶ [southafrica.indymedia.org](http://southafrica.indymedia.org)
- ▶ The Center for Pubic Integrity
- ▶ [www.icij.org/water](http://www.icij.org/water)
- ▶ "We labourez the Poors"  
Desai, Ashwin.
- ▶ Monthly Review Press, New York, NY, 2002.
- ▶ Andrew Nowicki
- ▶ American University School of International Service  
African Affairs

*Post-scriptum :*

**Traduction pour El Correo :** Estelle et Carlos Debiasi

**Nota**

---

[1] Andrew Nowicki est un défenseur de la justice sociale résidante à Washington DC. **Son courrier est :** [nowicki\\_andrew@yahoo.com](mailto:nowicki_andrew@yahoo.com)